



Louis BARILLEC - Les créations de l'étoile

L'élevage porcin



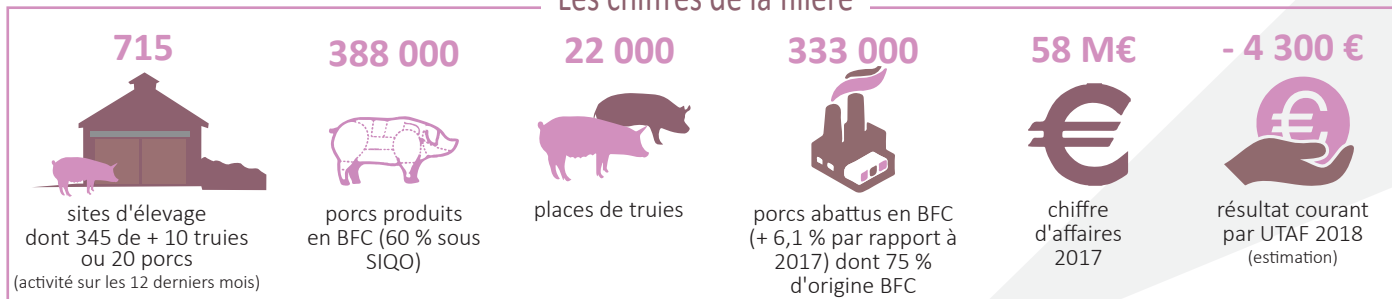
Une production mondiale en hausse, des cours en baisse

La production française connaît en 2018 un rebond de + 1,5 % en volume, conservant sa troisième place en Europe derrière l'Allemagne et l'Espagne. Cette tendance est partagée en Europe (+ 2,7 %) et à l'international, avec notamment une hausse très importante aux États-Unis. Les exportations françaises se tiennent bien (+ 3 %), le report sur le marché européen compensant le manque de dynamisme du débouché chinois. Hausse de volumes et conflits commerciaux pèsent sur les prix du porc. En France, le cours au Marché du Porc Breton subit un recul de 13 % en un an, à 1,196 € / kg, son plus bas niveau depuis 2012. Dans le même temps le prix de l'aliment se renchérit de 3 %, avec un prix moyen de l'aliment IFIP à 236 € / t, soit le niveau de la moyenne décennale.



..... L'élevage porcin

Les chiffres de la filière



Sources : Srise/Draaf Bourgogne-Franche-Comté, Cerfrance, BDPORC, BAEA 2015, Agreste 2016

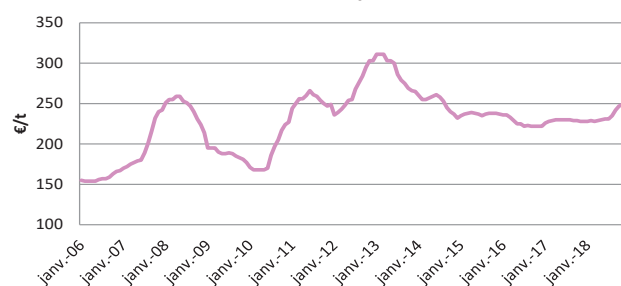
L'épée de Damoclès du sanitaire

La peste porcine africaine (PPA) connaît une expansion rapide en Chine. L'épidémie fait également un bond en Europe, avec la découverte au mois de septembre 2018 d'un foyer en Belgique dans la faune sauvage. Si elle ne présente aucun danger pour l'homme, la PPA impacte fortement les cheptels porcins et sa survenue dans un pays peut entraîner la fermeture de ses marchés export. En 2019, si le printemps laisse espérer une nette remontée des cours, la conjoncture dépendra largement du statut sanitaire de la France vis-à-vis de la PPA.

La consommation et les questionnements sur l'élevage

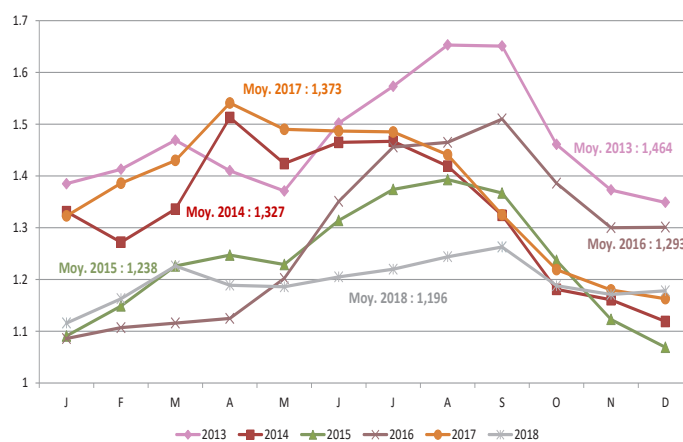
En France, la consommation de viande et produits de charcuterie des ménages à domicile poursuit son recul en 2018 (- 4,1 % en viande fraîche et - 3,3 % en charcuterie par rapport à 2017, source IFIP). Toutefois, cette baisse est à relativiser au regard du développement de la restauration hors domicile, dans laquelle les produits porcins doivent prendre leur place. D'après le bilan annuel de FranceAgrimer, la consommation moyenne par habitant est en recul de plus de 10 % depuis le début des années 2000, mais connaît un léger sursaut en 2018, pour s'établir à 31,9 kgec par habitant.

Évolution du prix de l'aliment



Source : IFIP

Prix du porc au Marché du Porc Breton (€/ kg de carcasse)



Source : Marché du Porc Breton

Bilan pour la filière porcine française

	1980	1990	2000	2010	2014	2015	2016	2017	2018*	Evol. 18/17
Production indigène brute (1000 tec)	1570	1 727	2 309	2 323	2 209	2 231	2 260	2 225	2 258	1,5%
Consommation indigène brute (1000 tec)	1905	2010	2189	2161	2124	2 155	2 113	2 117	2 148	1,5%
Consommation / hab. (kgec / hab)	35,5	35,4	36,2	33,4	32,7	32,8	32,2	31,6	31,9	0,9%
Auto-provisionnement (%)	82,4%	85,9%	105,5%	107,5%	104%	103,5%	107 %	105,1%	105,1%	

* estimations

Sources : FranceAgrimer d'après SSP, Douane

La consommation de viande est bousculée par les nombreux questionnements sur son impact sur la santé, l'environnement ou le bien-être animal. Le plan de filière élaboré dans le cadre des Etats Généraux de l'Alimentation propose une nouvelle segmentation et les opérateurs commerciaux multiplient les initiatives : mise en place d'un étiquetage environnemental, montée en gamme sur le bio ou le label rouge, nouvelles exigences en matière de bien-être animal...

Marché BFC : l'écart se creuse entre production et besoins

Les chiffres 2018 confirment la tendance observée en 2017 : la production régionale porcine recule de près de 1 %. Dans le même temps, l'activité des abattoirs est croissante (+ 6,1 %), traduisant les besoins locaux en viande de porc, comme pour le marché des salaisons franc-comtoises dont les volumes ont progressé de 1,6 %.

..... L'élevage porcin

Fin de l'embellie

Indexé sur le Marché du Porc Breton, le prix du porc est à son plus bas niveau en 8 ans. Cet effondrement a des répercussions majeures sur le produit de l'atelier porcs des élevages régionaux. La vente de porcelets est touchée par une chute des cotations encore plus sévère. Chez les naisseurs-engraisseurs spécialisés, les résultats des cultures de vente (92 ha de SCOP) servent d'amortisseur grâce à des cours élevés. Chez eux, le produit brut total chute néanmoins de 7 % en 2018.

Baisse des cours du porc et hausse de ceux de l'aliment : fermeture du ciseau

L'augmentation du cours des matières premières déclenche une hausse du prix des aliments en 2018. En baisse régulière depuis 2013, il reprend 3,3 % sur l'année. L'aliment représentant la moitié des charges totales, les conséquences sont majeures. Le poste carburant et les cotisations sociales montent respectivement de 12 et 15 %. Globalement, les charges augmentent de 3 % par rapport à 2017.

Les effets de baisse du produit et de hausse des charges se cumulent, diminuant de moitié l'EBE par rapport à 2017. Chez les naisseurs-engraisseurs, il n'est plus que de 57 000 €. Le résultat courant était élevé en 2017 (32 200 € par UTAF chez les naisseurs-engraisseurs). Un an plus tard, il atteint son plus bas niveau depuis 15 ans. La disparité entre élevages demeure importante. Chez le quart des naisseurs-engraisseurs les plus performants, le résultat courant est supérieur à 24 000 € / UTAF. Chez les 25 % les moins performants, il est inférieur à - 5 700 €.

Des capitaux lourds à financer

Le capital d'exploitation, de 415 700 € par actif familial, est élevé. L'endettement (72 %) demeure le plus haut de tous les systèmes régionaux. En 2018, plus de 80 % de l'EBE sont consacrés à rembourser les annuités et les frais financiers court terme, laissant très peu de disponible pour les prélèvements privés et l'autofinancement. La variabilité interannuelle des revenus et l'importance des capitaux limitent la création de nouveaux ateliers et le renouvellement des générations. Un soutien pour répondre aux attentes sociétales et aux exigences sanitaires est nécessaire pour favoriser les installations.



Élevage porcin (échantillon Cerfrance)

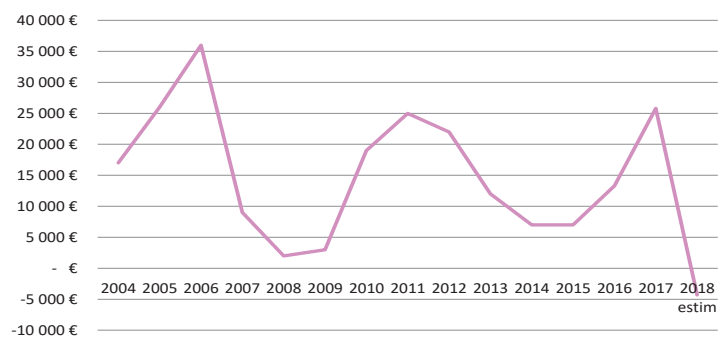
40 exploitations spécialisées vendant majoritairement en filière longue dont 20 naisseurs-engraisseurs, 11 engraisseurs et 7 naisseurs

5 exploitations spécialisées vendant majoritairement en direct leur production

Chez les naisseurs-engraisseurs sans vente directe :

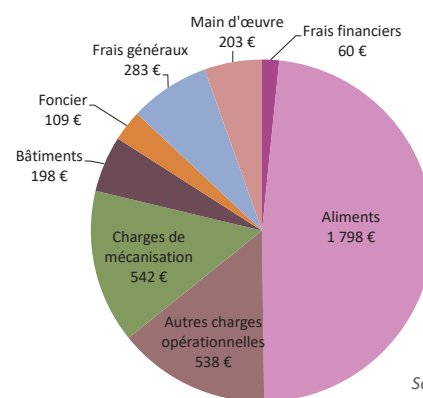
- **116** ha de SAU, dont 92 ha de SCOP
- **2,3** UMO dont 1,7 UTAF
- **142** truies et 2 750 porcs charcutiers vendus (prix de vente estimé pour 2018 à 127 € pour les porcs conventionnels)

Résultat courant par UTAF (moyenne des élevages spécialisés)



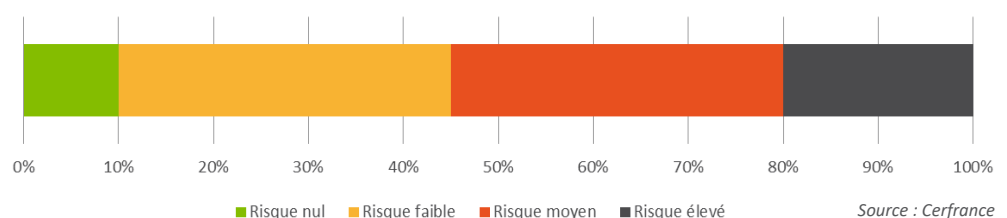
Source : Cerfrance

Charges par truie, l'aliment représente 48 % du total chez les naisseurs-engraisseurs



Source : Cerfrance

Fragilité financière chez les naisseurs-engraisseurs en 2018



Source : Cerfrance

2 pistes pour lutter contre le changement climatique

Les fabricants d'aliments à la ferme ont souvent recours à des coproduits

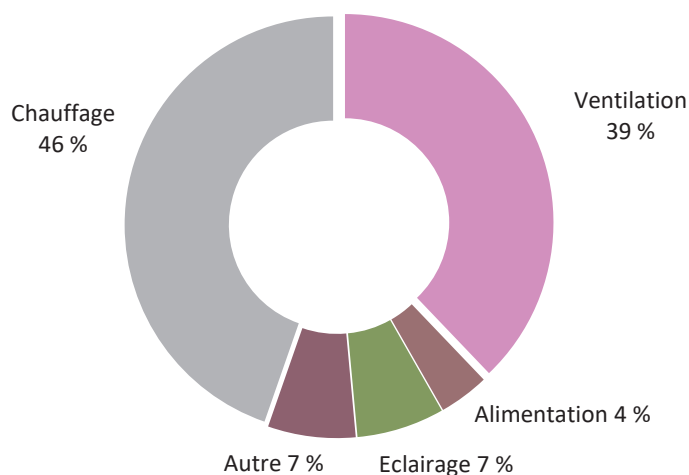


AIRFAF Nord-Est / Catherine Chalpin - Polignac

Filière agroalimentaire	Nb d'établissements en BFC *	Types de coproduits utilisables en alimentation porcine
Produits laitiers	263	Lactosérum, babeurre, résidus de filtration, de concentration ou déshydratation (produits présentant des taux de MS entre 5 et 30 %)
Meunerie	46	Sons et remoulages (utilisés en FAB mais pas en FAF), déchets de nettoyage (peu utilisés car risque sanitaire, type mycotoxines)
Boulangerie, pâtisserie et pâtes alimentaires	82	Produits de boulangeries et biscuiteries, éventuels écarts de produits à base d'œufs (très peu utilisés, sous condition de traitement thermique et une parfaite traçabilité de catégorie 3)
Boissons	237	Levures de brasserie (sous réserve de volumes suffisants et réguliers)
Autres	438	

*Source : Agreste BFC n°52

Répartition des consommations d'énergie par poste en élevage porcin



Source : Le bâtiment d'élevage à basse consommation d'énergie – 2012 – IFIP, ITAVI, Institut de l'Élevage et Chambres d'agriculture

1. Valorisation des coproduits des IAA locales

L'agroalimentaire représente un gisement important de coproduits, dont l'utilisation dans l'alimentation des porcs contribue au fonctionnement d'une économie régionale circulaire.

Les coproduits utilisés proviennent essentiellement de la filière laitière, mais aussi du travail du grain et de la boulangerie, ainsi que de l'industrie des boissons : brasseries, distillation, bio éthanol.

L'utilisation de coproduits d'IAA diminue le coût alimentaire, mais les éleveurs doivent intégrer les contraintes de formulation et d'utilisation propres à ces matières premières :

- variabilité des compositions : nécessité d'analyses régulières pour rééquilibrer la ration ;
- irrégularité de la disponibilité (variations saisonnières, opportunités ponctuelles...) ;
- capacités et condition de stockage adaptées pour assurer la qualité sanitaire ;
- adaptations éventuelles des systèmes de distribution et de stockage du lisier.

2. Économie de chauffage en bâtiment porcin

L'écoconception des bâtiments permet de diminuer les besoins en chauffage : matériaux isolants, fosses ou pré-fosses enterrées ou isolées...

Les échangeurs thermiques augmentent l'efficacité de l'énergie consommée :

- « air-air » : récupération de la chaleur sur l'air extrait du bâtiment pour chauffer l'air ambiant, nécessitant une ventilation centralisée ;
- « air-eau » : installation dans la gaine d'extraction d'un circuit d'eau pour récupérer la chaleur de l'air extrait du bâtiment (l'eau réchauffée circule en circuit fermé, jusqu'à un système de diffusion ou une pompe à chaleur) ;
- « air-terre » : puits canadien.

Un échangeur « air-air » réduit de 35 à 65 % la consommation de chauffage.

Atelier d'engraissement complémentaire d'un atelier principal

ZOOM

La production porcine peut apporter un complément de revenu pour les exploitations dont la disponibilité en main d'œuvre ou les ressources foncières sont limitées. Sous réserve d'une capacité d'investissement suffisante, l'atelier porc trouve sa place en complément d'un atelier principal, qu'il s'agisse de bovins lait, de bovins viande ou de grandes cultures.

La part des ateliers d'engraissement complémentaires en BFC

150 élevages d'engraissement de plus de 100 places sont recensés dans la région. La grande majorité correspond à des ateliers complémentaires d'une activité principale.

	Bourgogne	Franche-Comté	BFC
Nombre d'élevages post-sevrer-engraisseurs & engraisseurs	183	178	361
dont élevages > 100 places	78	89	167
Nombre de places par élevage post-sevrer-engraisseurs dans élevages > 100 places	232	363	296
	530	693	616

Source : Diagnostic de la filière viande porcine en Bourgogne-Franche-Comté (avril 2017)

L'équilibre travail / investissement

Pour 450 places d'engraissement sur caillebotis :

- investissement estimé "clé en main" : 300 k€,
- production annuelle : 1 200 porcs,
- quantité de travail / an : 0,2 UTH (répartie de manière uniforme sur l'année).

L'atout organique

450 places d'engraissement sur paille :

- volume de fumier produit : 300 t / an,
- surface d'épandage nécessaire : 30 ha,
- valeur fertilisante NPK : estimée à 4 000 €.

Des performances économiques intéressantes

Dans l'échantillon Cerfrance, les ateliers d'engraissement porcin se retrouvent essentiellement associés à un atelier laitier. Ils commercialisent de 850 à 3 200 porcs / an, soit des ateliers de 300 à 1 500 places d'engraissement. Plusieurs tendances se dégagent :

- 2,6 actifs / exploitation, contre 1,8 UTH en lait AOP et 2,26 en lait de plaine,
- un capital d'exploitation / UTAF supérieur de 15 à 30 % par rapport aux exploitations laitières spécialisées équivalentes,
- des résultats courant / UTAF 2017 nettement supérieurs à ceux des exploitations laitières spécialisées équivalentes, en 2017, année de conjoncture porcine favorable.

Le cas du massif du Jura

Traditionnellement adossés aux fruitières, les ateliers d'engraissement demeurent ancrés dans la filière AOP :

- Une soixantaine d'éleveurs laitiers exploitent une porcherie.
- Une quinzaine de fromagerie sont propriétaires d'une porcherie.
- Une cinquantaine de fruitières approvisionnent les porcheries en lactosérum.

Environ 150 millions de litres de lactosérum (15 % du lactosérum produit) alimentent 60 000 porcs / an destinés pour l'essentiel à la filière locale sous IGP.



INTERPORC FC / Denis CREUSY